

UN DES PLUS GROS SOUCIS DES ENTREPRISES

Manque de liquidités : comment résoudre le problème

Depuis la crise, la plupart des entreprises doivent composer avec une baisse drastique de la demande. Un facteur qui impacte négativement leur niveau de liquidités. Afin d'assurer la pérennité de leurs opérations, elles se voient contraintes de réduire leurs coûts, d'emprunter auprès des banques ou encore de se restructurer. Pour les analystes, il est clair que la situation risque d'empirer dans les mois à venir si leur trésorerie continue à s'assécher.

CHRISTINA VILBRIN-LE BON - c.vilbrin@defimedia.info

LES RAISONS

53 % des entreprises interrogées dans le cadre d'un sondage de Business Mauritius et de Statistics Mauritius disent que le manque de liquidités est l'un de leurs principaux défis depuis le début de la pandémie de Covid-19. Pour Prashant Calcuttuea, Senior Partner chez RSM Mauritius, la principale raison derrière le problème de cash-flow a été l'arrêt des activités pendant la Covid-19 et la reprise graduelle par la suite. « Durant cette période, les entreprises ont dû s'acquitter de leurs coûts fixes alors qu'il n'y a pas eu, voire peu de rentrées d'argent. Du coup, leur niveau de liquidités s'est asséché. Par ailleurs, la baisse de la demande et du pouvoir d'achat est venue affecter la situation », explique notre interlocuteur. Ce n'est pas Amit Bakhtia, fondateur et CEO d'Anneau, qui dira le contraire. « La liquidité concerne celle des flux de trésorerie. L'absence relative de celui-ci serait causée par une baisse des revenus résultant d'une chute des ventes. Habituellement, cela peut également s'accompagner d'une plus faible liquidité de devises, les banques commerciales ayant à un moment donné resserré l'offre de devises dans notre économie », soutient notre interlocuteur.

Paul Perrier, CEO de Fundkiss, abonde dans le même sens. « La Covid-19 a eu l'effet d'une onde de choc. La fermeture des frontières et l'arrêt des arrivées touristiques ont eu un impact



Les entreprises doivent absolument couper les coûts et revoir leur modèle.

majeur sur l'économie. Les grands groupes hôteliers ont ainsi enregistré des pertes significatives dans leurs recettes, tout comme les PME et les entrepreneurs de l'industrie qui ont vu leurs contrats être annulés ou diminués », souligne-t-il. Par ailleurs, la dépréciation de la roupie vis-à-vis du dollar et de l'euro a rendu les importations plus chères. « Cela a eu des répercussions sur les prix et le pouvoir d'achat. Les consommateurs se montrent aujourd'hui plus raisonnables avant de faire des dépenses. Résultat : les ventes ont diminué », souligne Paul Perrier.

L'ADAPTATION

Dans ce contexte de crise, les entreprises sont dans l'obligation de s'adapter. « Il est logique que

quand il y a moins ou pas de rentrée d'argent, on doit alors absolument couper les coûts et revoir le modèle d'entreprise. Ceci est essentiel pour survivre à la nouvelle normalité. Il y a toute une réflexion à faire sur cette problématique », souligne Prashant Calcuttuea. Ainsi, dans cet élan, explique-t-il, certaines entreprises ont fermé des départements et d'autres ont diminué certains coûts pour s'aligner sur la baisse des revenus. « Plusieurs compagnies ont opté pour l'externalisation d'une partie de leurs fonctions pour mieux contenir leurs coûts, alors que d'autres ont revu leur méthode de financement », indique-t-il.

Doit-on craindre une aggravation de la situation au niveau de la trésorerie des

entreprises ? Et, par conséquent, une augmentation du nombre de cas d'entreprises placées en administration cette année si l'impact de la crise se fait sentir sur la durée ? « Il semble que c'est l'hôtellerie qui est le secteur le plus affecté par la Covid-19. Il faut aussi savoir que certaines compagnies étaient déjà dans une situation difficile avant la pandémie et elles ont été davantage fragilisées par la suite. Si celles-ci continuent à voir leur cash-flow être absorbé, on risque de se trouver avec plus de demandes pour des administrations judiciaires. Ce sera en tout cas inévitable dans l'hôtellerie », fait ressortir Prashant Calcuttuea. « Indubitablement, il faudra s'attendre à une hausse des administrations placées en liquidation. C'est exactement pourquoi la Banque de Maurice et les banques commerciales devraient garantir que les mécanismes de transmission monétaire sont efficaces et qu'il y ait suffisamment de liquidités dans le système. Cependant, il faut aussi différencier les entreprises qui étaient déjà faibles et mal gérées avant la crise », ajoute, pour sa part, Amit Bakhtia.

SOLUTION VS FRILLOSITÉ

Face à l'assèchement de leur niveau de liquidités, la solution qui s'impose aux compagnies est de se tourner vers les banques et autres

Il y a, un excès de liquidités sur le marché. Donc, il y a de l'argent. Le problème, c'est que le robinet est fermé.

institutions financières pour avoir du cash à un taux d'intérêt bas. Or, déplorent certaines entreprises, les institutions financières, traditionnelles se montrent peu enclines à prendre des risques et de nombreux dossiers ne sont pas approuvés. « Le taux d'intérêt est bas et devrait rester pendant encore une ou deux années. Il y a, par ailleurs, un excès de liquidités sur le marché. Donc, il y a de l'argent. Le problème, c'est que le robinet est fermé. Les institutions traditionnelles ne veulent pas prendre de risques », observe Paul Perrier. « Ce n'est pas une question que les banques veulent prendre moins de risques ou approuver moins de dossiers. Elles sont juste vigilantes quant à la solidité et au bilan financier des entreprises qui les approchent pour emprunter de l'argent. Ceci en raison d'un manque de visibilité dans le contexte actuel », commente, pour sa part, Prashant Calcuttuea. Par ailleurs, ajoute-t-il, bien souvent, ces entreprises sont lourdement endettées et il n'y a pas plus d'espace pour leur prêter de l'argent. Quant à Amit Bakhtia, il fait ressortir que malgré les perceptions, l'extension du crédit aux ménages privés a augmenté de 3,6% de décembre 2019 à octobre 2020, tandis que la croissance totale du crédit a été de 1,7% sur la même

Financement participatif : Fundkiss reçoit plus de 1 000 demandes depuis la pandémie de Covid-19

Depuis la pandémie de Covid-19 à ce jour, Fundkiss a reçu plus de 1 000 demandes pour des prêts. « Nous recevons pas mal de demandes, car les entrepreneurs cherchent des alternatives, avec les institutions traditionnelles qui refusent les demandes ou qui prennent trop de temps à les approuver », souligne Paul Perrier, qui s'attend à un plus grand intérêt pour le financement participatif dans ce contexte de crise. Ainsi, des investisseurs prêtent directement de l'argent aux entreprises, à travers la plateforme Fundkiss. « Ce faisant, ils aident les entreprises à avancer et font tourner l'économie. Cet argent sert

à couvrir tous les besoins des entreprises, que ce soit en termes de 'working capital', de projet de développement, de 'supply chain' et d'acquisition de machines, entre autres », indique notre interlocuteur. Le montant des prêts accordés est de l'ordre de Rs 50 000 à Rs 3 millions. La période de remboursement est de 3 à 60 mois. « Il y a un retour sur investissement de 10%, par an pour les investisseurs sous forme d'intérêts. Et pour les entreprises, le point majeur est qu'elles n'ont pas de garantie ni de caution personnelle à fournir. La demande se fait en ligne et ne prend que cinq minutes », ajoute le CEO de Fundkiss.

ÉTUDE DE BUSINESS MAURITIUS/STATISTICS MAURITIUS

41 % des entreprises sondées ont moins de 3 mois de trésorerie

Plus de trois entreprises sur 10 ont enregistré une baisse de cash-flow en raison de la Covid-19. Ce sont les grandes entreprises qui ont été les plus impactées. Quant aux PME, leur situation est précaire du fait qu'elles n'ont généralement pas de réserves.

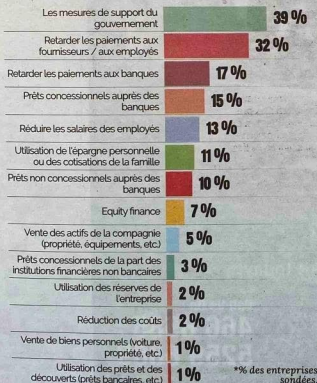
Journaliste : CHRISTINA VILBRIN-LE BON / Infographie : ERIC ANTOINE

LE TOP 3 DES PRINCIPAUX DÉFIS DES ENTREPRISES DEPUIS LA COVID-19



*% des entreprises sondées.

LES OPTIONS CHOISIES PAR LES ENTREPRISES POUR RÉSOUDRE LE PROBLÈME DE LIQUIDITÉS



*% des entreprises sondées.

L'IMPACT DE LA PANDÉMIE SUR LE CASH-FLOW DES ENTREPRISES

37 % des entreprises ont enregistré une baisse des flux de trésorerie. Parmi, 52 % sont des grandes entreprises et 22 % sont des PME.

Chiffre d'affaires	Cash-flow en hausse	Cash-flow en baisse	Cash-flow inchangé
Jusqu'à Rs 10 millions (micro ou petite entreprise)	5 %	22 %	73 %
Entre Rs 10.1 millions et Rs 50 millions (moyenne entreprise)	3 %	33 %	63 %
Entre Rs 50.1 millions et Rs 250 millions (marché intermédiaire)	5 %	38 %	58 %
Au-delà de Rs 250 millions	9 %	52 %	39 %
Entreprises en général	5 %	37 %	58 %

LE NIVEAU DE TRÉSorerie DISPONIBLE

41% des entreprises sondées ont moins de trois mois de trésorerie. Parmi l'on compte, 56 % de PME et 35 % de grandes entreprises.

Chiffre d'affaires	Moins d'un mois de cash-flow	Entre 1 mois et 3 mois de cash-flow	Entre 4 mois et 6 mois de cash-flow	Plus de 6 mois de cash-flow
Jusqu'à Rs 10 millions (micro ou petite entreprise)	7 %	49 %	15 %	28 %
Entre Rs 10.1 millions et Rs 50 millions (moyenne entreprise)	11 %	35 %	22 %	32 %
Entre Rs 50.1 millions et Rs 250 millions (marché intermédiaire)	6 %	24 %	27 %	43 %
Au-delà de Rs 250 millions	4 %	31 %	23 %	42 %
Entreprises en général	7 %	34 %	22 %	36 %

Source : Rapport sur l'impact de la Covid-19 sur les entreprises mauriciennes. Cette étude conjointe de Business Mauritius et Statistics Mauritius a été publiée le mois dernier.

période. « Nous ne devons donc pas dramatiser la situation. D'ailleurs, des mesures ont été prises par la Banque de Maurice pour continuer à soutenir la croissance du crédit pour les ménages privés et les entreprises privées. En une année de crise, un montant décent de croissance du crédit va combler les trous de revenus construits par le confinement et le ralentissement de l'activité économique. Ceci dit, à partir d'août, la croissance du crédit d'un mois à l'autre avait commencé à diminuer, ce qui se traduisait en partie par le resserrement des liquidités

auquel nous faisons face », explique Amit Bakhtira.

Outre le recours aux institutions financières, d'autres options existent. Pour Prashant Calcutteea, les programmes de prise de participation au capital des entreprises à travers des mécanismes comme les fonds d'investissement ou des business angels sont un moyen de combler le manque à gagner et d'alléger le niveau des dettes, surtout pour les PME, dont la capacité d'emprunt est souvent limitée par faute de garanties. À la question de savoir si une des solutions

à la filiosité des banques serait que le gouvernement prenne la décision de garantir les prêts comme cela se fait notamment au Royaume-Uni, Amit Bakhtira estime que « sélectivement, ce serait très utile ». Prashant Calcutteea évoque, quant à lui, le risque que le niveau d'endettement de l'État s'accroisse avec ce type de mesure. « Dans le contexte actuel, ce n'est pas une solution à contempler, à moins que le Fonds monétaire international ne reviole les critères définissant la note d'alerte pour le niveau de la dette publique », conclut-il.

Restructuration : les diverses stratégies

Comment les entreprises doivent-elles restructurer leurs opérations pour diminuer leurs coûts afin de combler le manque à gagner ? Pour Amit Bakhtira, il existe un certain nombre de stratégies avec des nuances en fonction de l'industrie et de la taille de l'entreprise. « Mais techniquement, une entreprise devrait être en mesure de réorganiser sa structure de coûts variables ainsi que sa structure de coûts fixes et d'augmenter ou d'injecter des capitaux propres et aussi de la dette bon marché à long terme. Le cas échéant », soutient-il. Dans tous les cas, les revenus. « Dans la mesure du possible, il faut trouver d'autres sources de revenus. Dans d'autres cas, les fusions et acquisitions peuvent être une alternative plus durable à plus long terme », conclut Amit Bakhtira.